

GENEVE



LE RÉVEIL ANARCHISTE



REDACTION ET ADMINISTRATION :
Rue des Savoises, 6
GENEVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Le numéro : 15 centimes

SUISSE ET UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2.50

COMPTE DE CHEQUES POSTAUX
Le Réveil, N° I. 4662. Genève

Club L'Aurore, Coutance, 8, au 1^{er}

SAMEDI 10 DECEMBRE
à 20 h. 30

Soirée familière au profit des victimes du 9 novembre

PRODUCTIONS DIVERSES
NOMBREUSES ATTRACTIONS
avec beaux prix.

Que tous les camarades retiennent bien cette date et veuillent bien intervenir avec leurs amis et connaissances.

Pour nos victimes du 9 novembre

Le Groupe du Réveil, dans sa dernière réunion, a décidé d'ouvrir une souscription en faveur de nos victimes du massacre du 9 novembre et des persécutions qui en sont résultées.

Voici les premières sommes recueillies:

Genève: liste Bertoni	59.50
liste Lui	25.—
liste Chevalier	12.—
liste P. Bérard	61.25
Winterthur: après conférence	16.—
Berne: après conférence	18.05
Total à ce jour	191.80

Nous avons déjà fait plusieurs versements urgents pour un total de 250 francs. L'instruction judiciaire devant se prolonger très probablement plusieurs mois, une somme beaucoup plus importante deviendra nécessaire.

APRÈS LE MASSACRE

Et non après l'émeute, Messieurs les menteurs de la presse bourgeoise. Car la nuit sanglante il n'y a eu rien qui ressemblât à une émeute. Disons même que le samedi de la grève de protestation et de deuil, il s'est produit des faits beaucoup plus significatifs pour les tenants de l'ordre, sans pour cela que le feu ait été ouvert et sans que la dite presse ait parlé d'émeute. Non, il ne suffit point d'ouvrir le feu contre 200 à 300 personnes toutes désarmées et dont quelques dizaines seulement se trouvaient face à face avec les soldats, pour en faire des émeutiers. Et finissez-en de parler d'une troupe qui se trouvait en grave danger, car en réalité lorsqu'elle pouvait s'y croire, elle s'est abstenue de tirer. Nous avons donc eu la plus lâche de toutes les vengeances, lorsque, en dehors de toute atteinte, menace ou danger, le massacre a été commandé et exécuté par une bande de criminels. Nous ne saurions excuser davantage ceux qui ont accompli que ceux qui ont donné l'ordre de la tuerie. Il faut remonter à la fameuse fusillade devant le Palais d'Hiver, à Saint-Petersbourg, en 1905, pour trouver quelque chose d'approchant.

Toutes les tentatives de confondre les épisodes et de renverser le rôle ne serviront à rien. Le fait brutal est que des hommes armés ont ouvert le feu contre des hommes désarmés en plus petit nombre, que — d'après la Suisse même — ne se seraient que gaussés d'eux. Il ne sert à rien d'appeler l'infamie devoir, la lâcheté la plus inouïe courage, afin de tromper la cité, la Suisse, le monde entier. Et d'ailleurs, l'his-

toire des mitrailleuses, déjà dûment préparées au mois de février dernier et sur lesquelles M. Tony Roche lui-même écrivait que les explications données ne brillaient pas toutes par la clarté, cette histoire, répétons-nous, permet de croire à une véritable préméditation.

Rien de plus idiot et de plus révoltant que de faire intervenir, afin de justifier le massacre, de mystérieux coups de feu, qui n'auraient pu atteindre que des manifestants et devraient ainsi être attribués aux fascistes.

Maintenant, les travailleurs doivent se ressaisir et faire entendre leurs voix, leurs protestations et revendications. Il nous semble que les organisations syndicales ont à considérer, comme leur première tâche, non seulement la résistance à la réaction déchaînée et la libération des camarades emprisonnés, mais aussi le rétablissement des libertés publiques à l'exercice desquelles d'aucuns paraissent renoncer. Pas d'illusion à se faire. Nous allons bientôt voir s'effectuer une offensive générale contre les salaires qui sera le couronnement pratique donné au massacre. Dès que le patronat nous verra subir, sans une riposte efficace, l'espèce d'état de siège dont nous sommes affligés, il ne tardera pas à poursuivre son œuvre de spoliation, nous croyant terrorisés par ce qui vient de se passer.

Messieurs de la bourgeoisie parlent toujours d'intérêts moraux, mais ce sont leurs intérêts matériels dont nous les voyons en réalité préoccupés. Toute diminution des libertés publiques se traduit toujours par une diminution des salaires, à la défense desquels la police mettra surtout des entraves.

Ces derniers temps, nos financiers n'ont pas eu la main heureuse et leurs pertes se chiffrent par centaines de millions. Le monde du travail sera appelé à les reconstituer et toute résistance à l'exploitation patronale sera jugée délictueuse. Sans doute le sang des victimes doit rapporter dans l'opinion de nos maîtres, et ils ne tarderont pas à le prouver.

Il ne faut pas délaissier la lutte, sous prétexte d'une paix dans l'écrasement que les bonnes âmes n'ont pas manqué de nous offrir. Que les travailleurs comprennent que nous avons à faire preuve plus que jamais de volonté, de décision et d'activité.

Leur mentalité

J'ai eu à subir une nouvelle perquisition, chose devenue presque banale, mais qui n'en reste pas moins très désagréable. Je n'en parlerai nullement, pas plus que de l'interrogatoire qui a suivi dans les bureaux de police, s'il ne m'avait pas été donné de faire une constatation révoltante.

La vie fait perdre beaucoup d'illusions, ce qui, je me hâte de l'ajouter, bien loin d'amoindrir mes convictions révolutionnaires, les a fortifiées. L'expérience est venue me convaincre combien nous avons raison de propager les principes de solidarité et de liberté, en raison même des maux qui ont découlé de n'avoir pas su les réaliser hardiment aux jours de grandes émotions populaires.

L'illusion que j'avais obstinément gardée est qu'il reste au fond de tous les hommes un sens d'humanité, qui peut être effacé au moment d'une grande colère, dans le feu de l'action, sous le coup de la terreur, mais qui doit se retrouver aussitôt revenu à une vie normale. Or, j'ai assisté à ce spectacle écœurant de voir ces messieurs de la police rire ironiquement, témoigner d'un véritable plaisir à l'évocation des morts et des blessés de la nuit sanglante du 9 novembre; je les voyais et sentais remplis d'aise en se reportant aux événements tragiques. Même la considération que le massacre n'avait atteint qu'une petite minorité de ceux qu'ils peuvent considérer comme leurs ennemis, la très grande majorité étant d'indifférents et même membres de partis du soi-disant ordre bourgeois, n'atténuait pas le moins du monde la satisfaction des dits messieurs.

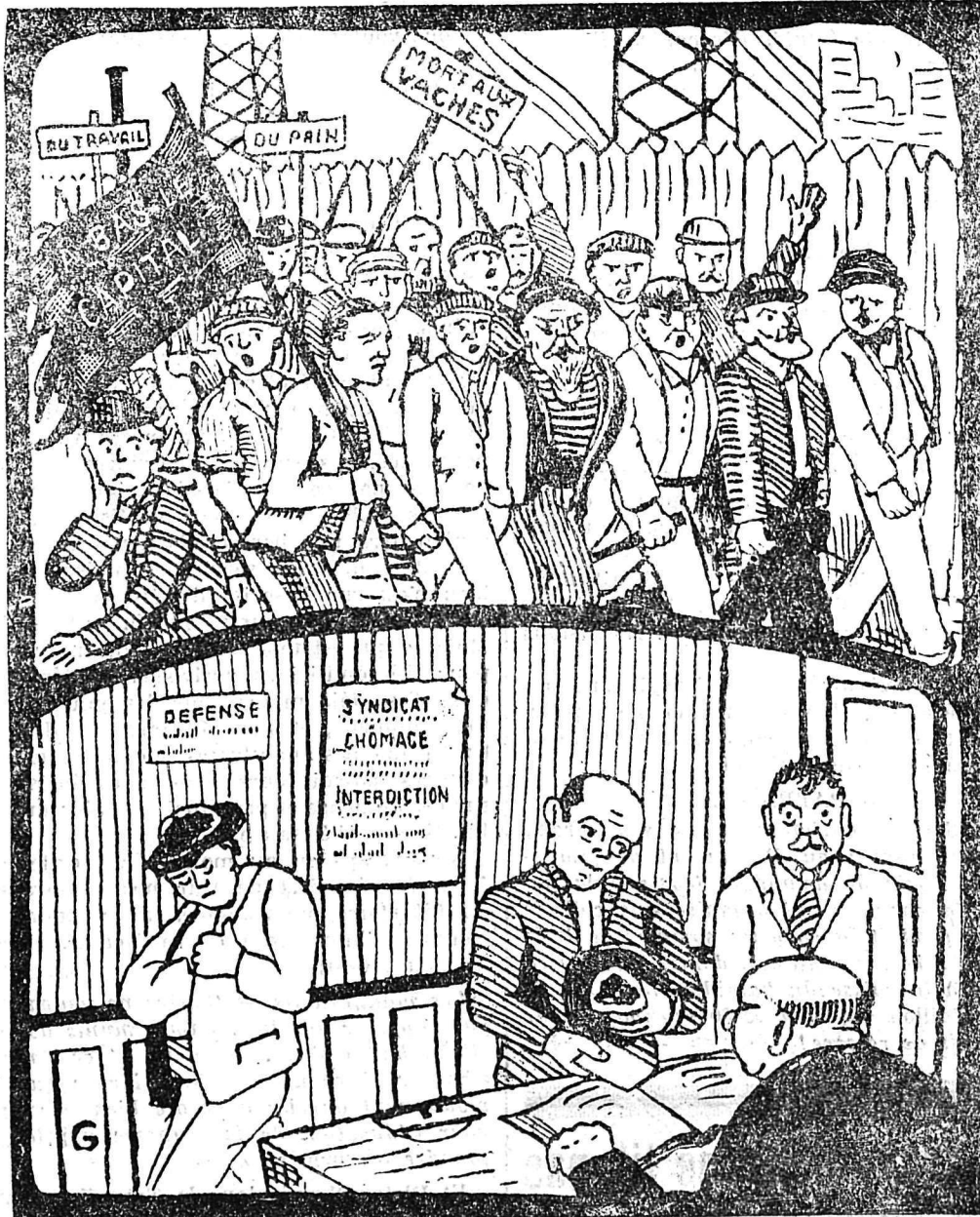
Et pourtant personne n'a intérêt à exaspérer les haines, à déchaîner la férocité, à amener l'insensibilité. Le résultat d'un conflit peut dépendre d'impondérables tels que tous nous devons souhaiter que le terrorisme n'en soit pas la conséquence, quel que soit le parti victorieux.

Nous qui avons le plus insisté sur le fait qu'une question de force matérielle finit toujours par se poser, en reprochant amèrement aux uns et aux autres de ne pas y songer et de ne pas s'y préparer, nous n'en sommes pas moins contre le terrorisme. Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Malatesta l'ont nettement condamné, tout en proclamant sans cesse la nécessité de la révolution.

La bande des aveugles, des fanatiques et des canailles qui persistent à justifier un massacre inouï, que rien ne saurait par contre excuser, se sont-ils demandé si le fait de tirer dans le tas admis — que dis-je? hautement loué et récompensé par une souscription — les révoltés d'en bas ne seraient pour ainsi dire pas autorisés à semer la destruction et la mort, sans tenir compte, eux non plus, du moindre sentiment d'humanité?

Ces messieurs de Genève se trompent peut-être lourdement. Ils pensent que désormais la voie à toute réaction leur est grande ouverte. Mais comment n'ont-ils pas réfléchi aux faits pourtant très significatifs qui se sont passés à la caserne? Si M. le colonel Lederrey n'a pas été davantage hué et conspué, c'est que ses paroles n'é-

Chômeurs et chômage



La mitraille pour les révoltés.

La muselière pour les résignés.

Pour le journal

et les

Ecrits de Malatesta

Des camarades, pour la plupart italiens, viennent par une belle soirée de fournir un total qui sera d'environ 1600 francs, une fois toutes les contributions rentrées.

Le déficit de notre organe n'en reste pas moins encore considérable, sans compter que nous avons une autre dette de 1500 fr. pour le tableau Victoire, de Fermin Sagra.

D'autre part, nous avons pris la décision de publier l'édition italienne d'abord des *Ecrits de Malatesta*. Nous la ferons suivre d'une édition française, en supprimant les inévitables répétitions d'articles embrassant une période de plus de soixante ans. Tout cela demandera un grand effort financier, auquel nous ne pouvons nous refuser.

Nous nous adressons ici surtout aux camarades français, afin qu'ils veuillent bien contribuer davantage à assurer la parution régulière de notre organe, cependant que les camarades italiens se trouvent avoir un ensemble de tâches écrasantes. Revendeurs et abonnés devraient nous payer plus régulièrement que ce ne fut le cas jusqu'à présent et en même temps faire aussi circuler quelques listes de souscription.

Nous n'aimons guère faire des appels de fonds, mais les circonstances l'exigent impérieusement. Sans insister davantage, nous pensons être entendus et pouvoir ainsi terminer l'année avec le déficit du journal supprimé. A tous ceux qui le peuvent de nous aider promptement, afin de poursuivre notre propagande et notre action de liberté et de solidarité plus que jamais nécessaires.

taient pas comprises par les compagnies alignées à l'arrière. Le commandement a eu de suite l'impression qu'il ne pouvait compter sur les troupes genevoises et alors les tristes vainqueurs du 9 novembre devaient bien se dire que c'est une victoire à l'exploitation fort dangereuse. Il est des armes de si peu de volume et telles aujourd'hui que la foule anonyme mitraillée pourrait riposter à son tour d'une façon terrible. Et qui pourrait le lui reprocher si les fusilleurs de l'armée sont loués de frapper dans le tas? L. B.

Leurs propos

Il est bien évident que le massacre du 9 novembre n'a apporté aucune solution à une situation qui s'aggrave de jour en jour. Ainsi dans la presse bourgeoise les différents partis ont énoncé chacun son remède.

Tout d'abord les fascistes, qui devraient se considérer comme les vainqueurs du 9 novembre, mais qui entendent pousser leur victoire à fond. Écoutons-les:

Il faut que le Conseil d'Etat sévise avec une grande énergie: expulsions, peines de police, suppression de journaux, etc.; les partis de gauche vont crier à l'illégalité et devant cet épouvantail nos autorités risquent de perdre leur fermeté. Qu'elles osent enfin se mettre dans la réalité; qu'elles se fichent du qu'en dira-t-on, fussent en crever les principes. Ces conceptions vaines ne vaudront jamais le sang versé mercredi dernier. Quand les principes ne protègent plus les vies, ils sont morts eux-mêmes. Toute la population voudrait avoir l'assurance qu'après tant de sacrifices, on ne retombe pas dans la coupable faiblesse de ces dernières années. Aux citoyens eux-mêmes, il reste une chance de mettre le socialisme et le parti de la révolution hors la loi, en rendant inéligibles à tous mandats et fonctions publiques ceux qui sont au service d'organisations révolutionnaires internationales. Rien n'est fini, tout commence.

Nous ne commenterons point ces lignes suant la peur, la haine et la vengeance. Nous voudrions les dédier à cette fraction du mouvement socialiste et syndical qui a obtenu les éloges de la presse bourgeoise pour sa bonne tenue, ses conseils de modération, son désir de paix malgré toutes les attaques déchaînées contre le monde du travail.

Messieurs les fascistes nous disent ouvertement qu'ils veulent parfaire leur œuvre de réaction, sans se soucier de cette légalité qu'ils ne cessent d'invoquer contre les déshérités. À blâmer la canaillerie d'attribuer les morts aux principes de libéralisme et non à leur négation des droits populaires au profit de quelque dictature toujours sanglante.

Les soi-disant libéraux, d'accord au fond avec le fascisme — comme ce fut le cas en Italie, à part quelques rares personnalités — écrivent par la plume d'un lieutenant, à propos de la lettre dont nous avons donné ci-dessus la conclusion:

Quant aux remèdes préconisés par les auteurs de la lettre, nous les approuvons en partie. Il est juste que les responsables de cette émeute soient châtiés. Mais chacun a le droit de dire et de faire valoir son opinion, fût-elle socialiste. Genève doit rester la citadelle du libéralisme; cela est dans ses traditions et dans le rôle actuel qu'elle joue dans le monde. Cette prérogative d'émettre librement son avis ne doit cependant se manifester que dans le cadre de la Constitution et des lois qui nous régissent et que tous les agitateurs, à quelque extrême qu'ils appartiennent, soient mis hors d'état de nuire. En ces temps de crise, où bon nombre de nos concitoyens peinent et souffrent, il est du devoir de ceux qui le peuvent de les soutenir; la tâche de chacun est de participer à l'apaisement des passions, de favoriser le rapprochement des classes, et ce pour le plus grand bien de tous et de notre cher pays.

Dans la partie des remèdes que M. le lieutenant approuve, il y a sans doute de nouvelles fusillades comme celles du boulevard du Pont-d'Arve.

Rien de plus hypocrite que de parler d'agitateurs « à quelque extrême qu'ils appartiennent », qui seraient à frapper. Pour l'extrême fasciste indulgences, excuses et même approbations accompagnées de vains regrets, ne manqueront point, comme nous avons pu le constater en maintes occasions.

Quant au rapprochement des classes, nous nous permettons de signaler le fait qu'à la S. d. N. des hommes qui sont tous de la même classe n'arrivent pas à se rapprocher, aussi à part toute autre considération, ne voyons-nous pas comment nous pourrions nous entendre avec des gens qui ne s'entendent pas entr'eux et dont le manque d'entente nous maintient sous la perpétuelle menace d'une nouvelle boucherie immense.

Mais voici l'ami des corporations qui, lui, a le vrai remède merveilleux. Il écrit:

Il faut que toute une partie de la population comprenne les causes profondes d'événements aussi graves et en tire les conséquences. Il faut cesser de considérer la question sociale comme secondaire et de peu d'importance ou, comme certains « bourgeois » encroûtés, croire qu'elle se « tassera » d'elle-même. Il faut que nos autorités — puisque c'est à elles que l'on fait communément appel — que nos partis dits d'ordre, que nos innombrables sociétés sans but précis, que nos groupements de tous genres et que les citoyens soucieux du bien public se rendent compte que, si on laisse encore l'exclusivité de la question sociale aux socialistes, c'en est fait pour toujours de la paix intérieure.

Les socialistes, si doux soient-ils, suivront toujours la pente qui, par le marxisme, conduit à la révolution; les ouvriers, si pacifiques soient-ils, lorsqu'ils ressentent certaines injustices, iront là où l'on prend leur défense — les moyens sont secondaires quand on est poussé à bout.

Et alors, c'est de nouveau la crainte d'une secousse, et peut-être la nécessité d'une nouvelle mobilisation.

Les sacrifices qui peuvent être faits, qui doivent être faits sont urgents; la corporation ouvre la voie aux réformes sociales possibles dans le seul cadre qui nous évite le retour des événements du 9, parce que ces réformes sont acceptables par chacun et sur la base nationale et chrétienne. Ceux que ce dernier terme gêne pourront le remplacer par son équivalent: valeurs morales.

Glissons sur le fait de demander aux chômeurs, mi-chômeurs et ouvriers travaillant pour des salaires permettant tout juste de vivre, de nouveaux sacrifices. Nous vivons dans un monde où les produits abondent et les moyens de production aussi, où d'aucuns parlent même, faussement il est vrai, de surproduction, et ces messieurs des corporations nous proposent des sacrifices pour tous, autant dire des restrictions même pour ceux réduits déjà à la sous-alimentation.

C'est bien ce que les corporations ont valu à l'Italie: non point plus d'aisance, mais plus de restrictions et de misère pour tous, à part une poignée de profiteurs. Le régime des corporations est si profitable qu'il faut l'état de siège, un tribunal spécial, la répression la plus rigoureuse pour le maintenir. La corporation vaut des siècles de réclusion et de déportation aux malheureux Italiens. Nous ne désirons vraiment pas faire les frais d'une nouvelle expérience du genre.

Lettre d'un inconscient

La Tribune de Genève a publié ces lignes, un véritable petit chef-d'œuvre d'inconscience:

Me permettriez-vous, par l'intermédiaire de votre estimé journal, de faire la constatation suivante (plutôt décevante, il faut bien l'avouer): c'est le peu de zèle mis par la population d'ordre à remplir les listes de souscription ouvertes en faveur de nos soldats. Serions-nous déjà en train d'oublier les récents événements et le dévouement et le courage de ceux qui nous ont épargné, par leur ferme attitude, des malheurs peut-être encore plus grands?

Qui sait si nous n'aurons pas besoin encore par la suite de cette armée tant décriée par certains, donc par ces motifs, un peu plus de zèle et prouvons notre reconnaissance à ceux qui sans hésiter se sont mis délibérément au service de l'ordre. — Un citoyen: L. D., rue du 31-Décembre, 13.

Ainsi ce monsieur trouve que tirer sur une foule désarmée est faire preuve de dévouement et de courage et souhaite en somme que la troupe ne manque pas de donner à la cité un bis éventuel de mitraille. En attendant, il insiste pour une bonne récompense à remettre aux assassins. N'insistons pas.

L'un de nos camarades, qui avait aussi remarqué que la dite souscription ne rapportait décidément pas grand-chose, nous avait adressé l'entrefilet suivant:

PATRIOTES

La Société patriotique a eu son grand banquet annuel au Restaurant des Eaux-Vives. Après de nombreux toasts à la patrie, les convives ont organisé une collecte qui a produit la coquette somme de trois francs soixante centimes, dont 1 fr. 50 sera versé à la caisse du bataillon 13, 1 fr. 50 au bataillon valaisan et 60 centimes pour le fonds de réserve!

Le travailleur ne lit pas „La Suisse“, journal fasciste

Précisions

L'amicale adjonction de L. B. à notre récent article sur le massacre de Plainpalais nous amène à quelques précisions. Nous ne voudrions pas, en effet, que nos commentaires donnassent lieu à des malentendus.

Il est évident que les responsables directs du massacre sont les autorités qui l'ont préparé et ordonné. Aucun doute là-dessus. Aussi bien n'est-il jamais entré dans nos intentions de les innocenter. Mais nous pensons qu'il est trop facile de toujours se contenter de dénoncer les responsables directs lors de semblables affaires, qu'il est dangereux de se dissimuler les responsabilités plus profondes, et qu'il est coupable de ne pas insister pour le moins autant sur ces responsabilités-là. Et notre désir, dans l'article incriminé, était d'appuyer précisément sur ces responsabilités profondes, sachant fort bien qu'on soulignerait par ailleurs comme il le fallait les responsabilités momentanées, lesquelles étaient d'une évidence enfantine pour quiconque voit clair.

Et surtout, notre but était de faire ressortir sur quel point, selon nous, il y aurait lieu que les éléments profondément révolutionnaires concentrent leurs efforts, s'ils veulent vraiment que leur rêve d'une société meilleure ne reste pas une éternelle chimère.

Depuis qu'il existe des luttes sociales, depuis qu'une classe se trouve en conflit permanent avec la classe qui l'exploite, on n'a fait, ou peu s'en faut, que rejeter la faute sur la classe adverse, et on en restait là. Les a-t-on au moins assez stigmatisés, le capitalisme assassin, le militarisme bestial, le clergé menteur, l'autoritarisme tyrannique de la classe bourgeoise, que sais-je encore. Mais jamais un mot réprobateur pour ceux qui les supportent. La démagogie, en effet, exige que l'on flatte la classe dont on espère faveurs et popularité, et que l'on rejette systématiquement toute la faute sur la classe adverse. Seule, une minuscule catégorie d'anarchistes s'est efforcée de stigmatiser également les travers d'une classe qui, sous l'influence de chefs hypocrites, se croyait parfaite et innocente de tout, parce que socialement préteritée. Evidemment, ces quelques individualités, trop sévères au gré des foules, loin de se valoir cette confiance et cette popularité que savaient habilement capter des chefs passés maîtres dans l'art de l'adulation, eurent tôt fait de se mettre tout le monde à dos. La foule, c'est connu de longue date, va à ceux qui la flattent, et non à ceux qui la jugent. En doutez-vous encore, anarchistes, qui voyez votre influence décroître de jour en jour?

Or, nous sommes plus que jamais partisans de cette philosophie qui veut que tant qu'il y aura des foules disposées à se laisser exploiter, il y aura des exploités. Tant qu'il y aura des masses acceptant de se faire massacrer, il y aura des massacreurs. Car de même que la violence appelle la violence, l'esprit de servitude appelle l'esprit d'autorité.

Vous voulez qu'un Frédéric Martin, qu'un colonel Lederrey soient les uniques responsables du massacre? Soit. Mais quand Frédéric Martin, Lederrey et consorts auront disparu de notre scène, soit qu'ils en auront été chassés, soit, ce qui est encore plus probable, qu'ils seront morts de leur mort naturelle, de nouveaux Martin et de nouveaux Lederrey prendront leur place. Ce ne sont pas ces candidats qui manqueront. L'immense majorité des révolutionnaires, jusqu'ici, se sont bornés à toujours accuser l'adversaire, conservant telles qu'elles étaient les foules qui les suivaient. Or, depuis des temps immémoriaux, depuis que des politiciens s'agitent sur les tréteaux, nous piétons sur place. Evidemment, ce ne sont pas ces derniers qui inculqueront à leurs foules l'esprit de désobéissance, qui seul pourra une bonne fois nous débarrasser de toutes les servitudes, puisqu'aussi bien c'est sur l'esprit d'obéissance qu'ils comptent, pour assurer leur futur pouvoir. Mais ce qui est une attitude toute naturelle pour des opiticiens arrivistes et démagogues, l'est déjà moins pour des ennemis de toute autorité, et nous comprenons difficilement que des anarchistes se cabrent quand d'autres parmi leurs camarades insistent sur cet immense et perpétuel coupable qu'est l'instinct d'obéissance.

Nous avons eu au moins, dans cette affaire, le réconfort de voir nos camarades du Libéraire, par exemple, saisir comme il convient l'importance de ce facteur, lorsqu'ils écrivent:

Les manifestants de Genève ne pouvaient pas supposer que les hommes munis de fusils à balles s'en serviraient, et ceci nous démontre avec une cruelle évidence que le mouvement ouvrier a encore bien peu fait pour l'éducation de la jeunesse appelée à prendre les armes.

Et Pietro Nenni, dans le Travail, qui ne peut se retenir d'exprimer son mépris pour ceux qui acceptèrent de se faire les instruments passifs de la fusillade.

Ceci devait être dit, en même temps que devait être soulignée la crapulerie de ceux qui ont donné les ordres criminels. Car c'est ceci qui a permis ceux-là. Et parce que c'est l'imbécile instinct d'obéissance aveugle et irraisonnée qui a toujours permis les pires crimes et les permettra encore, nous voulons nous attaquer à lui avant tout. Celui qui ne veut voir que la responsabilité de ceux qui donnent les ordres, et jamais celle de ceux qui les exécutent comme d'imbéciles automates, ne voit qu'une partie du mal, et la partie secondaire, celle qui est déterminée par l'autre. C'est de la philosophie à l'envers.

Et qu'on ne vienne pas nous dire que ces recrues ont droit à des circonstances atténuantes. Lesquelles veut-on trouver? S'ils sont irresponsables, leur place est dans un asile d'aliénés, et non dans la vie publique pour mitrailler les passants. Ils sont trop jeunes peut-être? La belle excuse! Faudrait-il donc toujours être octogénaire, pour avoir droit à l'âge de raison? Dans ce cas, disons tout de suite que nous évoluons dans un monde de crétiens. La plupart des octogénaires sont déjà au cimetière, où leur raison ne sert plus à rien. Non, cela ne tient pas debout. Un crime d'une telle stupidité ne saurait avoir la jeunesse pour excuse. Le jeune homme sait bien avant sa majorité que l'obligation militaire l'attend à ses vingt ans. Il a de longues années pour y réfléchir. Dût-il ne l'apprendre qu'à sa visite sanitaire, qu'il a encore une longue année durant laquelle il est officiellement informé, et où il peut prendre position. Et au point où la question se trouve aujourd'hui publiquement et intensément controversée, il faut être volontairement bouché pour n'avoir jamais songé à l'importance que revêt, pour la conscience individuelle, l'obligation de devenir un jour un assassin. Les massacreurs sans galons n'ont pas plus d'excuses que les massacreurs avec galons. Qu'est-ce qui les a donc absorbés à ce point dans leur existence, qu'ils n'ont pas trouvé une minute pour réfléchir à cette question? Le yo-yo?

Et puis, disons-le: l'idiotie monumentale que revêt la fonction d'un homme en uniforme, nous inspire personnellement plus de répulsion encore que tous les crimes de tous les Martin, car encore une fois, ces crimes ne sont permis que par l'inconscience de la viande humaine enrégimentée. Et prétendre exprimer tant qu'existera cette inconscience, ceux qui voudront l'exploiter, c'est étrangement se bercer d'illusions. C'est pourquoi ceux qui veulent borner à leur activité doivent éternellement recommencer. Celui qui ne veut voir le mal que chez les donneurs d'ordre, et non chez les exécutés, nous fait un peu l'effet d'un drôle qui laisserait sa fortune devant sa porte et qui se plaindrait qu'il se trouve toujours des voleurs pour s'en emparer. Quel est donc le premier responsable?

Le soldat est plus digne d'indulgence que ses chefs? Allons donc! Méditez un peu sur la situation suivante: je suis avec vous, un revolver dans ma poche, mais sans être animé contre vous de la moindre animosité. Surgit un de vos ennemis qui me donne l'ordre de vous abattre. Sans discuter le moins du monde, je tire, bon enfant, mon revolver et je vous brûle la cervelle. Me dit-il de tirer en l'air, je tire en l'air. M'ordonne-t-il de tirer par terre? Je tire par terre. Est-ce vous qui me donnez l'ordre de le tuer? Je le tue. Toujours sans savoir pourquoi.

Franchement, lequel trouvez-vous le plus crétin des deux? Est-ce celui qui m'ordonne de vous tuer, ou moi qui vous tue? Je trouve que c'est moi qui suis le plus crétin. Lui a au moins une raison de vous supprimer. Vous êtes son ennemi. Moi je n'en ai aucune.

Voici la situation du soldat. Les majors de la classe bourgeoise ont de bonnes raisons de supprimer la classe ouvrière menaçante. Ce sont des crapules, mais ils savent ce qu'ils font. Le soldat, lui, ne sait pas ce qu'il fait. Il tire quand même. C'est un imbécile. Il est mille fois moins intéressant que la crapule.

Avez-vous deux galons à votre manchette? Vous avez le droit de le faire tirer sur celui qui n'a qu'un galon. Je me plais à imaginer la situation suivante: un caporal donne à un simple soldat l'ordre de tuer un autre caporal, lequel lui donne le même ordre en sens contraire. S'il est logique avec lui-même, le trouffion a le devoir de devenir fou sur le champ.

Le premier coupable de tout est l'instinct d'obéissance et de servitude des individus. Aussi notre premier devoir, à nous anarchistes, est de lutter contre cet instinct. Et quiconque se veut anarchiste sera bien le dernier à condamner cette action spécifiquement anarchiste qui consiste à fustiger les innombrables moutons qui nous entourent et ceux qui, moutons eux-mêmes, les éduquent en moutons. C'est ce que nous avons tenté dans notre dernier article.

M. M.

Tournons la page ?

Dans son journal, le clown sinistre du *Pilori* invite ses rares lecteurs à tourner la page sur les événements tragiques du 9 novembre.

Nous, nous ne tournons pas la page! Et nous exposons le bilan de sa société à lui. Dans sa carence absolue, la bourgeoisie nous a conduits à la ruine et à la misère. Elle a saboté le travail, la famille; elle a ruiné les artisans.

Au point de vue moral, elle a déséquilibré les valeurs, les forces, les énergies. Ceux qui n'avaient d'autre but dans la vie que de travailler, en élevant consciencieusement leurs familles, ont été chassés des usines, des chantiers, des ateliers. Les grands continuent leur vie de luxe et d'orgueil. Et lorsque leurs victimes élèvent la voix, ils leur envoient, seule réponse à leurs légitimes revendications, une charge de mitraille.

Nous ne tournons pas la page! Nous avons pour nous le Droit, le vrai Droit et la Justice.

D'un côté, l'argent et la force brutale. D'un côté, des gens d'affaires soucieux seulement de s'enrichir, les tardigrades, ennemis du progrès à qui on peut appliquer la pensée terrible de Goethe: « Vous vivez du passé et le passé vous tue. »

D'un côté, un matérialisme grossier et jouisseur; de l'autre, un idéal élevé. D'un côté, un soldat à la mâchoire lourde, au front court; de l'autre, le vrai peuple et à sa tête tous les grands penseurs et philosophes, car ces penseurs sont avec nous et contre vous. Depuis Epicure aux plus modernes, aux Bayle, aux Diderot, aux Rousseau et aux Voltaire.

Nous avons encore de grandes figures: Elisée Reclus, Tolstoï, Bakounine, Kropotkine, et avant ceux-ci, Goethe, qui vous aurait méprisé.

Aujourd'hui sont contre vous, depuis Romain Rolland, tous les grands esprits; pour un Maurras, mille penseurs et écrivains.

Nous ne tournons pas la page! Pour le moment, la force prime le droit. Mais l'humanité poursuit sa voie. Le peuple distingue encore confusément ses destinées, mais la vérité est en marche.

Pour le bien-être et la liberté! et les fusils, les mitrailleuses, n'arrêteront rien. Assassinez un Matteotti, un Jaurès, faites tourner vos mitrailleuses. Enfermez des centaines de braves gens, pauvres à haute mine, coupables de rechercher un idéal, peut-être encore lointain, mais qui se précise de jour en jour; mais la force des révoltés triomphera sur l'acier des fusils, sur la dictature des gouvernements.

Nous continuons notre route. C. R.

Consternation et indignation

Les jeunes soldats des bataillons genevois disent qu'ils sont convaincus que le colonel Lederrey, lors de son discours à la troupe, a dit: *Tirez-moi dessus* (paroles exactes entendues par les jeunes soldats présents) *si je suis un assassin!* — parce qu'il savait le troisième régiment sans cartouches. Que si toutefois quelqu'un avait tiré, les recrues de Lausanne, sur des autocamions dans la cour de la caserne, auraient mitraillé les trois bataillons d'élite genevois sans munitions, pour venger leur chef, aurait-on dit, et pour donner une leçon à la troupe, comme elle l'avait été donnée à la foule.

Il n'y a qu'un soldat qui a crié deux fois *Assassin!* Qu'ont dit les autres? Rien, des coups de sifflets, des rumeurs. Il nous semble que la seconde fois au moins nous aurions dû l'accompagner tous en chœur!

Est-ce qu'on excusera encore notre bassesse, notre lâcheté, notre obéissance passive, en raison de notre jeunesse? Triste constatation! Que peut-on encore espérer pour l'avenir en pensant au temps perdu à la Société des Nations, au manque de respect de toutes conventions, au massacre du 9 novembre, qui a risqué d'être suivi d'un autre, plus grand encore? Les mitrailleuses pouvaient fonctionner sur les soldats eux-mêmes dans la cour de la caserne, où nous étions en rang!

Il faut que chacun de nous recherche ses camarades les mieux doués, les plus intelligents pour étudier cette question de vie ou de mort pour nous et pour d'autres. Il ne faut plus que l'homme en uniforme soit une machine à obéir sans volonté, un bétail qui tue et se fait tuer; la jeunesse doit se former une nouvelle conscience. Il faut rendre la guerre impossible. Comment? Par l'intelligence, la bonté, la générosité, la volonté, une énergie visant à la justice pour tous. Que tous les soldats veuillent étudier la situation actuelle par groupes et entr'eux.

Quelques soldats indignés.

Pour Lucien Tronchet

Nombre de belles âmes d'exploiteurs ont dû regretter que notre camarade ait échappé au massacre. Ils auraient tant aimé pouvoir éviter à l'avenir l'inévitable Tronchet, comme ils se plaisent à l'appeler.

Nous n'avons pas l'habitude de nous encenser mutuellement, ni de prétendre que nous seuls sommes appelés à façonner toute l'œuvre d'émancipation, aussi n'exagérons-nous pas tout incident de la lutte quotidienne à laquelle l'un des nôtres se trouve mêlé. Que de fois aurions-nous pu le faire grâce à l'activité débordante de Tronchet, dont la presse bourgeoise a sans doute beaucoup plus parlé que nous n'avons jugé de le faire. Mais il importe aujourd'hui de bien préciser le rôle de Tronchet.

Il vint à nous il y a une douzaine d'années et tout de suite il n'eut que la préoccupation d'étendre notre propagande, d'amener à nous de nouveaux éléments, de créer entre anarchistes des rapports, des liens, des tâches plus régulières.

Bientôt, avec raison, il comprit qu'il ne pouvait se confiner dans le milieu anarchiste, la propagande ayant besoin d'un champ beaucoup plus vaste, et il songea tout naturellement au syndicalisme. Mais comment s'y prendre? Les opinions parmi nous sont très partagées à cet égard. Cela a donné lieu à d'interminables discussions que nous ne voulons pas reprendre ici pour le moment.

Tronchet pensa qu'un syndicalisme dissident ne grouperait en plus des anarchistes que quelques rares camarades; la tentative d'étendre la propagande ne se réaliserait pas ainsi. Il entra donc dans le Syndicat du bâtiment centraliste et réformiste auquel il gagna, d'ailleurs, en peu de temps, de très nombreuses adhésions. Sa besogne pouvait paraître à plus d'un égard contradictoire; mais il n'en était pas moins évident pour nous qu'il demeurerait foncièrement anarchiste par tempérament et par mentalité. Il accomplit plus de besogne même administrative et de propagande, que n'avaient accompli avant lui les fonctionnaires stipendiés, tout en se refusant à le devenir et en ne négligeant pas la lutte proprement dite.

Il eut à lutter à la fois contre les réformistes et les bolchevistes voulant soumettre à leur domination de parti le mouvement ouvrier. Il parvint à créer un syndicalisme actif, toujours en éveil, que nous ne baptiserons pas pompeusement de révolutionnaire, car en réalité il se meut dans le cadre de la société capitaliste.

Quelle que soit son opinion sur les contrats collectifs, Tronchet se dit qu'il fallait en exiger la stricte application. Cela peut paraître peu de chose, mais donna lieu à une série d'actions directes, de conflits, d'invasions de chantiers, de bagarres aussi.

Messieurs les patrons avaient accepté un tarif, dans l'espoir de le violer. Cette fois-ci, ils durent déchanter. La Ligue d'action du bâtiment, aussitôt une violation du contrat collectif constatée, se portait sur le chantier en question pour la faire cesser.

A remarquer que tout le monde croyait pouvoir s'en laver les mains. Le Syndicat patronal disait: « Il ne m'appartient pas d'imposer aux dissidents le respect de la convention; nous vous avertissons même que si vous êtes impuissants à l'obtenir, ne voulant pas subir une concurrence désastreuse, nous nous considérerons libérés aussi de tout engagement. »

Le Conseil d'Etat se retranchait derrière l'affirmation qu'il n'était pas armé pour intervenir et qu'il devait faire respecter la liberté de travail et d'industrie!

A leur tour les tribunaux déclaraient que ce n'était pas là des lois ou règlements qu'ils avaient à faire appliquer; tout en regrettant qu'ils ne le fussent point.

L'action seule des intéressés pouvait donc imposer le respect des conventions établies. Et Tronchet en fut l'âme. Avec une remarquable fermeté et décision, il imposa aux récalcitrants le respect des conventions de travail. Ce furent des rencontres continuelles, où le bon droit était certainement du côté de Tronchet et de ses camarades de lutte.

Toute action directe contre le patronat exploiteur, le propriétaire vautour, le chrétien-social traître, sans compter les manifestations antimilitaristes, antireligieuses, antifascistes le voyaient surgir en première ligne. Mais en somme en tout cela il n'y avait, à proprement parler, aucune illégalité, car exiger le respect des contrats dûment signés ou exercer le plus souvent possible ses droits constitutionnels ne saurait contredire la loi. Bien entendu, tous ceux qui étaient habitués à en prendre à leur aise, à se moquer ouvertement des salariés, n'en croyaient pas leurs yeux à se voir imposé d'être de bonne foi. Le syndicat réformiste se voyait transformé en syndicat d'action directe, et dame! si les fautifs cher-

chaient encore à se rebiffer et à frapper, ils trouvaient à qui parler.

Nous avons entendu des gens, froissés d'un abus malheureusement toléré, dire: « Il faudrait un Tronchet! » S'acquiescence indirecte de l'efficacité de l'activité de notre camarade. Imaginez qu'une telle manière de faire devienne celle de toute la masse, son émancipation se trouverait hâtée de beaucoup. A la place de critiques sans fin, Tronchet a fait pratiquement tout ce qu'il croyait possible d'entreprendre.

L'inévitable Tronchet paraissait partout où il y avait un droit à faire respecter, une violation à empêcher, une protestation à élever, une lutte à soutenir.

Le grand mal n'est-il pas de se désintéresser de la chose publique? Notre camarade l'a servie avec ardeur, ténacité, audace et bonne foi. Par quelle aberration l'accuse-t-on d'être un homme de désordre, parce qu'il n'y a pas possibilité de faire cesser un abus sans bousculer ceux qui le commettent?

Disons enfin que dans les nombreux conflits, où Tronchet s'est trouvé mêlé, il n'a jamais blessé personne, tout en rappelant rudement à leur devoir ceux qui l'oubliaient.

Bonne, saine et louable activité que celle de notre camarade, auquel nous envoyons un salut fraternel, avec le vœu de son retour prochain parmi nous.

Prospérité capitaliste

Le capitalisme prétendait avoir réalisé la forme économique la plus savante et la plus profitable à tous. Nous nous permettons de le juger par ses résultats.

Voici une liste donnée par l'Agence économique, des pays qui ont pris des mesures spéciales sous l'influence de la crise:

Dix-neuf Etats ont abandonné l'étalon-or ou prohibé l'exportation de l'or: Bolivie, Canada, Colombie, Costa-Rica, Danemark, Egypte, Equateur, Finlande, Grèce, Indes, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pérou, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Siam.

Vingt-sept Etats ont établi l'interdiction ou le contrôle de sortie de leurs devises: Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Autriche, Brésil, Bulgarie, Chili, Danemark, Equateur, Espagne, Esthonie, Finlande, Grèce, Hongrie, Italie, Lettonie, Lithuanie, Nicaragua, Norvège, Perse, Pologne, Roumanie, Tchecoslovaquie, Turquie, Uruguay, Vénézuéla, Yougoslavie.

Six-sept Etats ont contingenté ou réglementé leurs importations: Autriche, Brésil, Danemark, Espagne, Esthonie, France, Hongrie, Italie, Japon, Lettonie, Pays-Bas, Perse, Pologne, Portugal, Suisse, Tchecoslovaquie, Turquie.

Neuf Etats ont édicté un moratoire pour le service de leur dette extérieure publique: Bolivie, Brésil, Chili, Grèce, Hongrie, Lettonie, Salvador, Uruguay, Yougoslavie.

Cinq Etats ont édicté un moratoire pour le service de leur dette extérieure commerciale: Allemagne, Chili, Salvador, Uruguay, Yougoslavie.

Il est beaucoup question ces jours-ci dans la presse de l'échéance du 15 décembre des paiements dus à l'Amérique et pour lesquels un nouveau moratoire a été demandé, moratoire refusé. Devront donc payer:

Belgique 2.125.000 dollars; Tchecoslovaquie 1.5 million; Esthonie 356.000; France 19.261.000; Finlande 186.000; Grande-Bretagne 95.5 millions; Hongrie 40.000; Italie 1.245.000; Lettonie 148.000; Lithuanie 92.000; Pologne 4.427.000; soit au total 124.934.000.

Il est à noter que la plus grande partie de cette somme, soit près de 92 millions de dollars, représente le paiement des intérêts; le reste est un remboursement de capital.

Si les intérêts seulement représentent une somme de 92 millions de dollars (environ 474 millions de francs-or), quel est donc le chiffre astronomique du capital à payer? A remarquer qu'avec une créance aussi formidable le budget des Etats-Unis n'en accuse pas moins un déficit de deux milliards de dollars, tandis que les populations américaines sont plongées dans le chômage et la misère.

Vraiment, les thuriféraires du régime capitaliste sont bien venus à nous le donner comme un régime modèle qu'il est criminel de vouloir changer!

Suspension de paiement.

Après tant d'autres cas semblables, à la fin du mois dernier, nous avons vu annoncer que la Yougoslavie ne pouvait pas assurer le lendemain le service de son émission de 45 millions de dollars en raison de l'impossibilité dans laquelle se trouve ce pays de se procurer les devises étrangères nécessaires.

Ce serait un exemple à suivre par la foule des déshérités: se refuser à payer quoi que ce soit à tous ses exploités.



La presse nous donne de temps à autre des dépêches concernant une guerre entre la Bolivie et le Paraguay, sans paraître nullement s'en émouvoir. Préparer ou faire la guerre est la fonction essentielle de tous les Etats, et le désarmement recherché est de l'aveu de tout le monde, conçu de façon à être tout de même éventuellement prêts!

Lundi 14 novembre. — La bonne presse annonce qu'en Argentine la police a découvert un vaste complot terroriste dirigé contre le président de la république, les hautes autorités de la nation, les membres de la Cour de justice, les directeurs de journaux, etc; la police s'est emparée d'un matériel suffisant pour la fabrication de 2500 grenades. Plusieurs anarchistes ont été arrêtés.

La tragédie de nos camarades continue. Le fait qu'après tant de persécutions leur mouvement s'affirme toujours, probablement d'autre façon que les autorités veulent bien l'annoncer, prouve une ténacité et un courage admirables.

Mardi 15. — Les mineurs de toute la région d'Oviedo se sont mis en grève ce matin; le mouvement affecte 30.000 ouvriers environ; la grève qui se déroule dans le plus grand calme a été déclenchée devant l'annonce faite par les entreprises de fermer prochainement les puits. En effet, plus de 400.000 tonnes de charbon sont immobilisées sur le carreau des mines, faute de marchés.

Cette grève faite pour empêcher que le patronat ne suspende le travail lui-même, est encore l'une des nombreuses contradictions de l'économie capitaliste, que seule une révolution peut résoudre.

Mercredi 16. — En Angleterre, une explosion s'est produite dans la houillère Cardovan, près de Glasgow. Neuf mineurs ont été tués et six autres très blessés.

Inutile d'ajouter que toute la science humaine n'a encore su trouver comment préserver la vie des mineurs.

Jeudi 17. — Au Japon, à la suite d'un vol à main armée commis dans une banque de Tokio, et dont les auteurs ont été appréhendés, la police aurait découvert grâce aux aveux des coupables, les ramifications d'un complot ayant pour but de piller des banques et d'intimider ou même d'assassiner certains citoyens riches de la capitale nipponne.

Voilà qui prouve que le Japon n'a plus rien à envier, même à la civilisation la plus avancée, celle des Etats-Unis d'Amérique.

Vendredi 18. — Le tribunal spécial a condamné à trois mois de prison une femme qui s'était introduite mardi après-midi à la chancellerie du Reich, dans l'intention, a-t-elle dit, d'obliger M. von Papen à changer le cours de sa politique. Cette femme avait sur elle un poignard long de 28 centimètres.

Les changements de politique par les poignards sont bien dans la note fasciste.

Samedi 19. — Le ministre des affaires étrangères d'Argentine a adressé à Washington une longue note au sujet de la proposition d'intervention des neutres dans le conflit entre la Bolivie et le Paraguay.

Cette note confirme les termes de la décision de l'Argentine de favoriser la paix. Elle s'explique, d'autre part, sur son refus d'adhérer à une action matérielle ou à une menace dirigée contre la Bolivie ou le Paraguay sans une enquête préalablement acceptée par eux.

La note ajoute que le Paraguay et la Bolivie étant membres de la S. d. N., c'est à celles-ci qu'il appartient de développer son action, sans souci des obstacles soulevés au nom des doctrines régionales ou continentales auxquelles, d'ailleurs, l'Argentine n'adhérerait pas et qui ne comptent pas en face de la volonté unanime des pays et du continent.

Evidemment, ce serait à la S. d. N. à intervenir; mais celle-ci après une preuve d'impuissance en Asie, ne pouvait qu'en donner une autre en Amérique, en attendant d'en faire de même pour les autres parties du monde. Les notes diplomatiques ne suffisent évidemment pas à faire taire les canons.

Dimanche 20. — L'église de Ste-Croix, à Varsovie, s'est effondrée entraînant douze personnes dans les caveaux de l'église. Toutes ont été blessées.

Comme quoi la maison du Seigneur est un refuge sans sécurité.

Lundi 21. — Au puits V, à Merlebach, (Alsace), un coup de mine a grièvement blessé trois ouvriers, dont un est mort peu après. — Dans une carrière de plâtre près

d'Apach (Alsace), un éboulement a enseveli trois ouvriers dont un fut tué.

Trop souvent le travail qui assure toute la vie ne rapporte aux travailleurs que la mort.

Mardi 22. — Lodz. Les établissements textiles Scheibler et Grohmann sont fermés, 6000 ouvriers ont été licenciés; la maison espère pouvoir reprendre prochainement le travail et prévoit une réduction des salaires de 10 à 15%.

Ces fermetures avec réouverture moyennant baisse des salaires deviennent toujours plus fréquentes. Nul autre remède que de faire suivre à la fermeture pour le compte du patronat, la réouverture au profit de la communauté tout entière.

Mercredi 23. — Le juge d'instruction du tribunal de la Seine a continué d'inculper les clients de la Banque commerciale de Bâle. A l'agence clandestine de la Banque commerciale de Bâle, on a saisi des listes contenant 1083 noms.

Messieurs les bourgeois ne veulent pas payer des impôts destinés pourtant avant tout à maintenir leur exploitation par la force; les prolétaires seulement continuent à les payer, afin de maintenir l'appareil de répression et de spoliation dont ils sont victimes.

Jedi 24. — Varsovie. La police a découvert un office de faux monnayeurs qui depuis quelque temps avait mis en circulation d'innombrables quantités de faux zlotys. Sur 170 personnes arrêtées, 90 ont été maintenues en prison.

Il est quelque peu ridicule de parler encore de faux monnayeurs, alors que les devises de presque tous les Etats ont perdu de leur valeur nominale jusqu'à ne valoir plus rien.

— Hindenburg. Ce soir, une galerie de 80 mètres s'est effondrée à la mine d'Elbruck, ensevelissant quatre mineurs. On ignore tout de leur sort.

Leur sort! La mort sur le coup ou la mort lente!

Vendredi 25. — Varsovie. Le bourreau de Varsovie, Braun, entré dans un des cafés excentriques, y fut reconnu par plusieurs consommateurs. Ceux-ci se jetèrent sur lui et le bâtonnèrent de telle sorte que la police dut intervenir. Braun a été transporté à l'hôpital dans un état très grave. Plusieurs arrestations ont été opérées.

Nous serions presque tentés de nous écrier: Enfin! Car, quoi de plus étonnant que les exécuteurs ne se voient que bien rarement exécutés?

Samedi 26. — Oslo. Le comité Nobel du Shorting a décidé de ne pas décerner le prix Nobel de la paix cette année, mais de réserver la somme pour l'année prochaine.

Alors que deux guerres sont en cours: l'une en Extrême-Orient, l'autre en Amérique, sans compter celles sévissant dans les colonies que d'un commun accord personne n'appelle guerres, nous comprenons fort bien qu'il n'était décentement pas possible de décerner un prix de la paix.

Dimanche 27. — De violents incidents se sont produits lors de la finale du championnat d'Argentine de football à Buenos-Ayres. Des bagarres éclatèrent parmi les spectateurs. D'abord des coups de pied furent échangés, puis ce fut une bataille générale à coups de revolver. Lorsque la police parvint à débayer les tribunes, il y avait trois personnes blessées grièvement qui ne survivront pas à leurs blessures, et une centaine de personnes légèrement blessées.

Voilà les résultats auxquels on aboutit à placer le plus grand intérêt et la plus grande gloire dans l'œuvre des pieds et non dans celle des cerveaux, s'inspirant d'une volonté d'affranchissement.

Les protestants aussi...

Nous lisons dans le *Journal de Genève*:

On sait qu'un nouveau timbre italien a été émis à l'occasion du dixième anniversaire du régime; il représente des étendards fascistes s'inclinant devant un évangile et une croix, sous lesquels est inscrit ce seul mot: « Croire ».

L'organe de l'Eglise protestante du Piémont, la *Luce*, manifeste sa satisfaction pour le symbolisme élevé qu'exprime ce timbre qui, déclare-t-il, « traduit la religiosité fasciste dans son essence spirituelle et même révolutionnaire, c'est-à-dire remettre en honneur la foi; croire! Mettre en honneur, dans le peuple, le sentiment religieux qui est représenté par la croix du Christ, mais remettre aussi en honneur l'Evangile qui est la base sûre, inébranlable, de la religion chrétienne ».

Fort bien! L'Eglise protestante aussi se déclare enchantée du fascisme à la suite de la papauté. Ne demandons pas ce qu'elle fait de la liberté d'examen et de l'autonomie de la conscience! Réjouissons-nous de voir certains masques tomber.

Du rôle d'une Jeunesse libertaire

Qui dit Jeunesse libertaire, dit groupe de jeunes gens se rattachant à une doctrine. Comme une doctrine vise, par définition, à emporter l'adhésion du maximum d'esprits, le premier soin d'une jeunesse libertaire sera, à n'en pas douter, d'examiner par quels moyens sa doctrine aura le plus de chances de se répandre efficacement dans un milieu déterminé. La condition essentielle d'une propagande intelligente sera donc l'étude de la psychologie du public auquel on s'adresse, l'observation attentive du milieu visé.

Des diverses formes de propagande utilisées aujourd'hui, lesquelles retiennent le plus l'attention des milieux qu'elles cherchent à atteindre? Cette étude nous est facile. Voyons par exemple quelle fut jusqu'ici notre propagande, et quels ont été les résultats obtenus.

Un premier point doit être tiré au clair, tout d'abord, afin qu'il ne subsiste pas de malentendu. Il est bien clair que lorsque l'on publie un journal, tout doit être mis en œuvre pour assurer la plus grande diffusion de ce journal, et pour écouler le maximum des exemplaires tirés. De même pour les brochures de valeur dont on peut disposer.

Ceci constaté, faut-il pour autant s'illusionner sur l'efficacité réelle de cette forme de propagande? Faut-il donc s'abstenir de rechercher si d'autres ne seraient pas plus efficaces encore? Nous pensons que tous les camarades ont la volonté de voir les choses telles qu'elles sont, sincèrement, et non de prendre leurs désirs pour des réalités. Et si tel est bien le cas, se trouvera-t-il un seul camarade pour contester ce fait: voici des années que nos journaux et nos brochures sont répandus. Pourtant, le résultat est là, flagrant: les effectifs, l'influence anarchistes restent absolument stationnaires, si même ils ne décroissent pas. Aux camarades qui s'en étonnent, nous dirons que le mystère n'est pas bien compliqué. Un peu d'observation suffit à l'éclaircir.

Suivez donc des yeux celui à qui vous venez de vendre votre journal ou votre brochure. Neuf fois sur dix, il l'enfouira dans sa poche, après avoir rapidement parcouru les titres des articles ou des chapitres (et encore, il ne se donnera pas toujours cette peine) et ne l'en ressortira que pour en alimenter sa poubelle. Neuf fois sur dix, il vous a acheté votre journal parce que c'est un bon sentiment courant, dans le public ouvrier, de soutenir la presse ouvrière; parce qu'il est un de vos amis ou de vos connaissances et qu'il n'ose pas moins faire; parce que c'est le journal de tel militant apprécié et influent dans les syndicats; parce qu'il est utile d'avoir quelque chose à lire avant que le premier orateur prenne la parole. Mais c'est rarement pour les idées mêmes qu'il contient. Or, il n'y a que l'intérêt porté à nos idées elles-mêmes, et non la vague admiration professée à l'endroit de l'un ou l'autre de nos militants, qui puisse nous attirer de véritables anarchistes, et non de banals suiveurs ou de vagues sympathisants. Ajoutez à cela que l'ouvrier a toujours très peu de temps à consacrer à la lecture, et presque toujours embrigadé dans un parti, il doit en premier lieu absorber la littérature du parti, qui est ordinairement aussi copieuse que superficielle. Quoi d'étonnant alors à ce qu'une autre philosophie ne l'atteigne pas, et que nous ne produisons pas des anarchistes conséquents aussi facilement que l'on suscite à la douzaine des électeurs socialistes?

Devant un tel état de fait, inutile de se lamenter. Mais il serait peut-être indiqué de rechercher si d'autres formes de propagande n'atteindraient pas plus sûrement. Et c'est là que nous voyons surgir, pour des jeunes libertaires, un rôle magnifique. C'est celui d'être eux-mêmes des propagateurs de leur propre pensée. Quantité de réunions, d'assemblées, de conférences se tiennent, dans les milieux avancés, et où l'on entend toujours de multiples sons de cloches mais jamais une interprétation anarchiste! Or, nous pensons que c'est là une grave lacune, et qu'il n'y a pas à rechercher ailleurs le peu de progrès que font nos idées. Cette méthode nous paraît être de loin la meilleure des propagandes, parce que de beaucoup la plus vivante. La propagande opérée par votre propre parole et votre propre rayonnement sera toujours plus certaine que celle que vous effectuerez par la distribution de vos journaux, pour cette raison bien simple: c'est que celui qui vous achète un journal n'est pas forcé de le lire, tandis que celui qui vous entend est forcé de vous écouter. Plutôt donc que de se borner à toujours véhiculer de la paperasse, les jeunes auront intérêt à s'assimiler eux-mêmes le contenu de ces paperasses, et en en faisant quelque chose de vivant, véhiculer par leur propre personnalité leur propre pensée.

S'efforcer d'acquérir une formation suffisante, se cultiver sans cesse, voilà qui peut fournir la matière d'un riche et captivant programme pour une Jeunesse libertaire. C'est d'autant plus nécessaire que celui qui se proclame à tout moment et partout anarchiste, mais qui ne sait pas démontrer, par sa propre attitude et sa façon différente de se comporter, ce qu'est réellement un anarchiste, celui-là porte en fin de compte un tort considérable à l'idée anarchiste, et toute la paperasse qu'il pourra véhiculer et liquider ne suffira jamais à réparer ce tort.

Seulement, pour qu'une telle préparation soit acquise avec succès, il faut que les jeunes soient libres de s'y vouer entièrement, il faut qu'ils disposent pleinement de leur propre personne et ne dépendent d'aucun chef, il faut que la nécessité en soit bien comprise et l'acquiescement librement consenti, et il faut encore la volonté personnelle de s'y adonner sans se laisser influencer par des obstacles fortuits ou systématiquement dressés. Autrement, il est inutile de porter une telle activité au programme d'une Jeunesse libertaire.

M. M.

Notes en marge

Bons conseils.

Nous les trouvons dans la dépêche suivante de Moscou:

Le sixième congrès des chimistes siégeant à Kharkof a adressé au nom des trois mille délégués, un appel aux chimistes du monde entier; l'appel signale le danger d'une nouvelle guerre qui menace directement le monde et énumère les divers préparatifs en vue de la guerre et la formation d'un bloc antisoviétique. Il indique que dans les plans de guerre la chimie joue le rôle de force destructrice barbare. Il importe donc, en cas de guerre, de ne pas laisser transformer la chimie en une arme de destruction des vies, du travail et des conquêtes réalisées dans le domaine de la culture.

A part l'éternel refrain du bloc antisoviétique, il y a là d'excellents conseils à adresser indistinctement à tous ceux qui travaillent pour la guerre. Mais la dépêche ne nous dit pas si ces chimistes bolchevistes ont pris la décision de donner l'exemple à ceux du reste du monde, car il nous souvient d'avoir lu qu'il y a en Russie une institution, dont le nom russe nous échappe, chargée entr'autres de préparer précisément la guerre chimique. En matière de désarmement, tout le monde ne fait que le conseiller aux autres.

L'amnistie fasciste.

Avec l'écoeuvrant charlatanisme dont il ne saurait se départir, Mussolini avait fait annoncer un mois à l'avance, dans la presse étrangère, qu'il allait décréter une amnistie. Elle est enfin venue et voici ce que le *Journal de Genève* en dit:

A propos de l'amnistie que le gouvernement italien a proclamée à propos du dixième anniversaire de son arrivée au pouvoir, on nous fait remarquer que cette amnistie est beaucoup plus limitée qu'elle n'en a l'air et qu'elle n'atteint en réalité qu'un petit nombre de condamnés politiques.

En effet, d'après le communiqué officiel, tous les gens qui sont au « confino » y resteront, ce qui signifie que tous les gens déportés administrativement, sans condamnation, aux îles Lipari pour raisons politiques y demeureront. De plus, l'amnistie ne s'appliquant pas aux gens qui ont été condamnés à plus de cinq ans de prison, la plupart des condamnés politiques n'en bénéficieront pas, car ceux qui ont passé devant le tribunal spécial ont tous été condamnés à des vingt ou trente ans d'incarcération et ceux qui n'ont eu que cinq ans étaient généralement ou des agents provocateurs ou des faibles qui ont fléchi.

Il en résulte que les six mille ans de prisons distribués jusqu'ici aux adversaires du régime ne sont pas effacés par l'amnistie.

Nous n'avons vraiment pas besoin d'ajouter d'autres commentaires.

Nouveau paquebot.

Voici la description que la presse nous en a donné:

Le « Normandie » jauge 75,000 tonnes et sa vitesse voisine de 30 nœuds, ce qui correspond à 54 kilomètres à l'heure, permettra de transporter près de quatre mille personnes, des feux de la Hève à la couronne scintillante de la statue de la Liberté, en 107 heures, soit 4 jours et 11 heures. Sa longueur, 313 mètres, dépasse celle de la Tour Eiffel (300 mètres); sa largeur, 36 m, 90, l'emporte sur celle de l'avenue de l'Opéra (30 m. 80). Son élévation, de la quille au sommet de la cheminée, atteint 52 m., soit la hauteur de la colonne de la Bastille. L'appareil propulseur se compose de quatre moteurs électriques de 40,000 chevaux, soit 160,000 chevaux répartis sur quatre lignes d'arbres actionnant chacun une hélice.

La construction du « Normandie » a été entreprise le 26 janvier 1931. Il n'a pas fallu moins de 7000 plans, établis pendant cinq ans et par vingt-cinq ingénieurs et le crayon de plus de 250 dessinateurs pour faire monter la coque; ces plans représentent une surface de papier de 50,000 mètres carrés; 11 millions de rivets ont été utilisés.

Nous avons lu cela avec intérêt et admiration pour la science et la technique des hommes, mais sans nous pamer devant le gouvernement français. Et pour la même raison, tous les géants réalisés en Russie ne nous font pas exalter la dictature bolcheviste.



ZURICH

La fête donnée à la Maison du Peuple de Zurich, le 12 novembre écoulé, a eu un beau succès. Voici les numéros gagnants de la tombola de la Société dramatique « Sperranza »:

467	262	2205	678	925
494	147			

GENÈVE

Vive et sincère reconnaissance.

Nous avons lu dans les annonces mortuaires de la Tribune de Genève ces lignes:

Madame veuve Francis Clerc, ses enfants et familles, dans l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreux témoignages de sympathie qu'ils ont reçus prient toutes les personnes, et notamment les officiers, sous-officiers et soldats de l'école de recrues, l'Union des syndicats, l'Usine Gardy, qui se sont associées à leur chagrin de trouver ici l'expression de leur vive et sincère reconnaissance.

Vive et sincère reconnaissance notamment pour les assassins! Nous aimons croire que ce n'est pas la veuve ni aucun de ses enfants qui ont rédigé les lignes ci-dessus. Le pardon, l'oubli des offenses peuvent se comprendre, mais non la reconnaissance pour ceux qui les ont causées; d'ailleurs, si une telle reconnaissance était vraiment sincère, elle se prêterait à une interprétation plutôt étrange.

LAUSANNE

Une leçon à tirer des événements.

Nous vivons présentement sous un régime de réaction qui ne peut étonner que ceux qui n'aperçoivent pas la dictature bourgeoise sous le masque trompeur du parlementarisme démocratique.

Notre Chiappe local semble être le maître. Il semble dis-je, car derrière lui d'autres hommes tirent les ficelles. Ce sont ceux-ci qui sont les maîtres incontestés.

Que peut faire là contre le Grand Conseil vaudois? Rien, absolument; d'ailleurs, cette galère est composée de gens qui appuient aveuglément les actes gouvernementaux, mis à part les socialistes qui ne peuvent rien vu leur infime minorité.

Le peuple ne doit rien attendre d'un tel parlement, si ce n'est la sanctification des mesures prises par les autorités. Même si les socialistes avaient assumé les charges du pouvoir il en serait de même, ou presque. C'est le pouvoir qui veut ça, non les hommes. D'ailleurs, les expériences du passé nous prouvent expérimentalement ce point de vue.

Après des journées comme celles que nous venons de vivre, les travailleurs doivent comprendre que ce n'est pas dans l'ornière parlementaire et fausement démocratique qu'il faut pousser leurs organisations de classe, mais bien sur la large route antiparlementaire et révolutionnaire. Ils s'apercevront un jour que la carence de leurs efforts n'a débuté qu'au moment où ils ont consenti à lutter sur le terrain parlementaire. Allons, travailleurs, sois antiparlementaire et deviens franchement révolutionnaire.

Quand les organisations des travailleurs auront acquis ce caractère, la lutte finale sera proche et le genre humain ne sera pas loin du triomphe. Antivotard.

Une conférence.

Nous invitons tous les camarades à assister à la conférence que donnera sous les auspices de la Maison du Peuple et de l'Association Romande Antimilitariste le camarade René Guérin, de la Ligue internationale des combattants de la paix de Paris; le sujet de la conférence est: « Pourquoi nous voulons le désarmement. »

Mardi 6 décembre, à 20 h. 30, grande salle de la Maison du Peuple. H. O.